

La résolution de conflits à l'épreuve Enjeux et défis du cas syrien

—

Hind Zaamoun

PP-20/22

à propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques.

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

©2020 Policy Center for the New South. All rights reserved
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



La résolution de conflits à l'épreuve Enjeux et défis du cas syrien

Hind Zaamoun

À propos de l'auteur, Hind Zaamoun

Hind Zaamoun est titulaire d'un Master en Relations internationales en double diplomation à l'Université Mohammed VI Polytechnique (Benguérir-Maroc) et à l'Université de Turin (Italie). Elle a travaillé en tant qu'assistante de recherche sous la supervision d'Astrid Bodini, candidate au doctorat à l'Université d'Amsterdam. Dans le cadre de sa thèse de Master, Hind Zaamoun a travaillé sur un projet de recherche portant sur les défis et les perspectives de la reconstruction dans le contexte de la Syrie. Pour les besoins de sa recherche, elle a réalisé un premier travail de terrain, l'été 2018, durant deux mois en Turquie, dans le cadre d'un projet de volontariat « Lead the change for the refugees » auprès de plusieurs ONG locales. S'en est suivi un second terrain, s'étalant sur quatre mois, effectué au Liban et en Turquie, auprès d'une cinquantaine de membres de la société civile syrienne et d'ONG internationales et locales établies principalement à Beirut, Gaziantep, Ankara et Istanbul.

Résumé

Ce Papier a pour objet de considérer le blocage que connaît le processus de résolution des conflits, en prenant la Syrie comme cas d'étude. Il s'agira de mettre l'accent sur les changements instaurés par le nouvel ordre global dans les zones de conflit, avant d'approfondir la réflexion sur les retombées et les limites sur le plan pratique. Pour se faire, l'analyse se focalisera sur l'étude de la transformation des conflits et des nouveaux défis et dysfonctionnements initiés par le nouveau contexte multipolaire. Parmi eux, l'inefficacité et la défaillance du projet libéral, incapable de répondre aux nouvelles dialectiques de guerre. L'objectif ultime étant de réfléchir à la manière dont on pourra adapter le processus de consolidation de la paix. L'étude est basée sur les résultats d'un travail de terrain réalisé - dans le cadre d'un projet de recherche au Liban et en Turquie - auprès de membres de la société civile syrienne et de différentes organisations internationales et locales impliquées dans le travail en Syrie.

La résolution de conflits à l'épreuve

Enjeux et défis du cas syrien

Introduction

« La crise consiste (...) dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés »¹.

Le présent Papier a pour objet d'étudier le blocage que connaît le processus de résolution des guerres contemporaines, en prenant comme cas d'étude la Syrie. Plusieurs penseurs et théoriciens ont démontré, durant ces dernières années, que nous faisons face à un système « à bout de souffle »². Le problème majeur se résume en ceci : les États touchés par la guerre « ne répondent plus au traitement standard et ce qui se trouve dans le coffre à pharmacie ne semble plus fonctionner »³. Se basant sur le cas de l'Afrique de l'Ouest, Anatole Ayissi considère qu'« il est de plus en plus évident que les instruments traditionnellement utilisés pour la gestion des crises sont devenus largement impuissants »⁴. Le même constat a été relevé dans la sphère académique, où de nouvelles études ont appelé, au regard des conflits actuels dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), à questionner si le diagnostic et la thérapie sont fondés.

Quelle est la raison de ce blocage ? Ce serait le résultat de plusieurs facteurs et obstacles que nous présenterons dans cet article, comme « morbides ». La raison de ce qualificatif pourrait s'expliquer par la reprise de la célèbre théorie d'Antonio Gramsci, citée plus haut. L'idée principale qui en ressort renvoie au fait que les temps de crises et de guerres sont le plus souvent traversés par une phase transitoire (interrègne) durant laquelle un ancien ordre disparaît et qu'un nouveau tarde à naître. Ceci ferait générer, en conséquence, un « entre-temps » d'où surgissent de nombreuses formes de scepticisme, accompagnées d'erreurs, d'obstacles et de contradictions auxquels Gramsci réfère par « symptômes morbides ». Florian Gulli et Jean Quétier expliquent qu'un phénomène est qualifié de morbide lorsqu'il freine l'apparition d'un nouveau type de société, d'ordre ou de système.

Pour revenir à l'objet de cette étude, il importe, à présent, de définir ce que l'on entend par « ancien » mourant, et « nouveau » ne pouvant pas naître. L'ancien qui se meurt sera considéré, dans cette étude, comme l'ère du processus « libéral » de la résolution des conflits. Il se meurt parce que l'ordre global qui l'a vu naître s'est effondré. En effet, et comme on le démontrera dans la première partie de ce papier, un « nouveau » contexte multipolaire est en place, où de nouveaux acteurs régionaux interviennent. Ceci implique une transformation de la nature même des conflits, et de leurs retombées. Maintenant, que serait donc ce nouveau qui ne peut pas naître ? Il s'agirait, justement, d'un nouveau système de reconstruction post-guerre. Il n'arrive point encore à voir le jour en raison des obstacles mécaniques et morbides dressés par ce nouveau contexte global.

1. Antonio Gramsci, Cahiers de prison, Tome I, Cahier 3 (1930), Traduction de Monique Aymard et Françoise Bouillot, Paris, Gallimard, 1996

2. Mary Kaldor, « Peacemaking in an Era of New Wars », Carnegie Europe, publié en octobre 2019

3. Achim Wenmann, « Reinventing Peace in Syria », The Cairo review of global affairs, été 2019

4. Anatole Ayissi, « Société civile et résolution des conflits en Afrique de l'Ouest », Institut des Nations unies pour la Recherche sur le Désarmement (UNIDIR), p.688

On l'aura compris, l'intérêt pour nous est d'analyser et de relever ces défis et les enjeux « morbides » qui résultent de ce blocage ; celui-là même que l'on décrit en référant au paradigme de l'ancien ordre mourant et du besoin urgent de repenser un nouveau modèle de résolution de conflits. Le but étant de comprendre les facteurs de blocage et comment se manifestent-ils sur le plan concret. En prenant le conflit syrien comme cas d'étude, notre propos est d'envisager le post-conflit en relevant les défis majeurs auxquels fera face la reconstruction dans le contexte syrien. Il importe d'étudier ces questions, les reprendre et les redéfinir pour ainsi être à même de penser de nouveaux modèles de consolidation de la paix.

Méthodologie, approche de terrain et structure

Dans un contexte obscur et imprécis, notre approche s'inscrit dans un champ de recherche encore émergent, très peu exploré, qu'il importe de baliser davantage. C'est pourquoi, le cadrage théorique a été essentiellement élaboré à partir des théories du champ de Conflit, Sécurité et State-building. L'objectif étant de pouvoir apporter de nouveaux éléments d'analyse et de combler le fossé existant entre les connaissances et les réalités en matière de résolution des conflits. Pour ce qui est de l'approche de terrain, nous nous sommes basés sur les résultats recueillis de notre terrain⁵, effectué auprès de membres de la société civile syrienne et d'ONG (internationales et locales) impliquées dans le travail en Syrie, depuis le Liban et la Turquie. Nous avons pu relever de nos 45 entretiens semi-directifs, plusieurs exemples de défis que nous citerons, en donnant des noms d'emprunt à ceux de nos enquêtés qui ont exprimé le souhait de requérir l'anonymat.

Ainsi, l'analyse sera développée en deux grandes parties. La première, décrit l'évolution du paysage mondial vers un nouvel ordre multipolaire. Des premiers « symptômes » seront relevés à partir des réponses de nos enquêtés pour appréhender le ressenti et les craintes des Syriens vis-à-vis de ce bouleversement global. Dans un deuxième temps, l'analyse passera en revue les arguments expliquant en quoi une réinvention du processus de résolution de conflit est nécessaire. Cette partie suggère que les théories et approches « libérales » trouvent leurs limites en vue des États autoritaires à l'image du régime syrien en place, qui se déploie aujourd'hui à renforcer son autorité en imposant une reconstruction dite « autoritaire ».

Partie 1. La controverse de l'intervention internationale à l'aube d'un nouvel ordre mondial et régional

« Les gens perdent confiance (...) L'ampleur des dommages est immense et après neuf ans, il y a ce sentiment général que la société mondiale a échoué ... »⁶

Une idée forte ressort de cette citation, tirée d'un entretien avec un avocat syrien, celle relative à l'« échec » de la communauté internationale à répondre aux besoins de stabilisation et de reconstruction en Syrie. Ce fut là, l'un des postulats les plus repris lors de notre terrain, où l'on a pu relever le désespoir et l'exaspération des Syriens vis-à-vis de la situation de blocage dans laquelle se

5. Enquête de terrain effectuée entre juin et septembre 2019 au Liban et en Turquie dans le cadre de mon projet de recherche sur la Reconstruction en Syrie, et qui a visé le discours des membres de la société civile syrienne et des ONG locales et internationales.

6. Extrait d'un entretien avec Arif (avocat travaillant pour une ONG syrienne), réalisé le 25 septembre 2019, à Gaziantep (Turquie)

trouvent les négociations et les pourparlers de paix au niveau international. À ceci s'ajoute le fait que la communauté internationale est jugée complètement paralysée quant au besoin de redéfinir d'autres règles et à les adapter aux nouvelles dialectiques de guerre. Il est à noter que ces conclusions tirées de nos entretiens ne sont pas représentatives de la seule pensée des Syriens interviewés (membres de la société civile dans les pays voisins). En effet, une large prise de conscience fut relevée, sur ces mêmes éléments, dans la sphère académique et politique. Elle est le fruit d'études et d'analyses portant sur le caractère « nouveau » du contexte géopolitique dans lequel s'inscrivent les guerres contemporaines.

Nouvel ordre global et transformation des conflits

On parle, dans ce sens, du tournant qui aurait marqué la dernière décennie, et qui concerne plus particulièrement le bouleversement de l'équilibre des pouvoirs et de l'émergence d'un « nouvel ordre mondial ». Dans *Battle for Syria*, paru en 2016, Christopher Phillips explique cela par le déclin du monopole de l'interventionnisme des États-Unis après la guerre d'Irak. Ce dernier aurait ouvert la voie à une prolifération de nouveaux acteurs régionaux et de puissances étrangères intervenant dans le conflit. Le terrain fertile qui a vu cette nouvelle montée en puissance n'est autre que la région du Moyen-Orient, avec un degré moins prononcé en Afrique du Nord. L'avènement du conflit syrien a, par ailleurs, constitué le tournant qui marqua la nouvelle ère, où l'on a vu s'opposer les agendas des principaux protagonistes intervenant dans le conflit (dont les États-Unis, l'Iran, la Russie, la Turquie, l'Arabie saoudite, et le Qatar)⁷. Ainsi, donc, mettant fin à l'ère du monde unipolaire établi au lendemain de la Guerre froide, c'est un ordre multipolaire qui est en place aujourd'hui.

Dans une récente conférence donnée à Rabat, Luigi Narbone a parlé de dynamiques changeantes et volatiles qui jailliraient de ce nouvel ordre et qui seraient responsables des diverses turbulences et interventions ayant leurs propres logiques et leurs propres retombées, dont la transformation et la prolongation des conflits⁸. En effet, une prolifération d'études s'est consacrée, durant ces dernières années, à l'analyse du changement et de la transformation qu'ont connus les récents conflits armés, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ces changements seraient responsables de la nature « nouvelle » des conflits armés, qui imposerait de parler de « nouvelles guerres ». Cette dernière expression remonte au début du siècle où une distinction entre les anciennes guerres, qui marquèrent l'ère des colonisations, et celle de la Guerre froide, a été prononcée pour les différencier des conflits internes qui ont surgi dans les années 90. Mais, si l'intérêt, ces derniers mois, s'est recentré sur le terme de « nouvelles guerres », c'est bien en raison des « échecs » relevés un peu plus haut et qui font référence à la crise d'efficacité des efforts visant à garantir la paix dans ce nouveau contexte multipolaire⁹. Luigi Narbone relève, dans ce sens, la grande instabilité que cela engendre et qui nous conduirait vers un ordre international « un peu plus tolérant de la dictature, où l'engagement des États occidentaux envers les valeurs libérales s'érode de l'intérieur et sous la pression croissante de l'extérieur, où les publics sont de plus en plus sceptiques quant à la valeur de consolidation de la paix et du développement, et où le paysage de la reconstruction post-conflit connaît des changements rapides et indésirables »¹⁰.

7. Christopher Phillips, *The Battle for Syria. International Rivalry in the New Middle East*, New Haven, Yale University Press, 2016, pp.6-7

8. Propos tenus par Luigi Narbone lors d'une conférence sous le thème « New Players & Dynamics in the MENA region & Africa », donnée au siège du think tank Policy Center for the New South, à Rabat, le 24 janvier 2020

9. Idem

10. Luigi Narbone, *Fractured stability War Economies and Reconstruction in the MENA*, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Badia Fiesolana, 2019, p.86

La controverse de l'intervention internationale en syrie

Rejoignant les propos du directeur du Centre de recherche Robert Schuman Center for Advanced Studies, les Syriens interviewés insistent lourdement sur ce facteur de l'intervention internationale comme ayant joué un rôle prépondérant durant la guerre ; rôle qui se poursuit dans la phase d'après-guerre. Ainsi, nos enquêtés s'accordent sur le constat selon lequel le conflit syrien a été régi du dehors des frontières du pays, suivant les ambitions propres des protagonistes précités. Othman, responsable de coordination dans une entité onusienne, déclare que les « divisions des zones en Syrie sont demeurées changeantes et instables, grandissaient et se rétrécissaient selon les dynamiques et les interventions étrangères »¹¹. Plusieurs analystes et politologues ont appuyé ce constat, dont Christopher Phillips, pour qui le maintien de Bachar Al Assad est non seulement le résultat de la puissante alliance du régime avec l'Iran et la Russie, qui avaient grand intérêt à ce qu'il demeure au pouvoir. Mais également, et surtout, de la faible volonté des pays, comme les États-Unis, l'Arabie saoudite ou, encore, le Qatar, de constituer et de financer une réelle opposition qui ferait face aux forces du Hezbollah et de l'armée syrienne¹². Les témoignages de l'enquêté Mansour et du professeur Hassan Abbas sont représentatifs de l'argument présenté dans Battle for Syria.

« Faire tomber le régime est chose facile s'il y a une volonté de le faire, mais elle n'est pas là (...) Moi, je croyais en l'armée libre. Puis, pour x raison, ils ont soudainement décidé d'annuler cet équilibre, à nos dépens. C'est pour cette raison que notre opposition est restée faible, divisée et n'est plus qu'une marionnette. »¹³.

« La Syrie est un pays abandonné. La révolution syrienne est considérée comme orpheline qui a été lâchée par tout le monde. Pas seulement ça, ils nous ont trompés. Je suis témoin de ce qu'ils nous disaient avant la révolution. Ils nous encourageaient, juraient qu'ils allaient nous soutenir. Où sont-ils maintenant ? »¹⁴.

Ce sentiment d'abandon de la part de la « communauté internationale » a été relevé presque dans tous les entretiens réalisés : « On a appris à ne plus avoir de gros espoirs dans leurs interventions car ils n'ont rien fait », se lamente Ghalia. Ceci explique, par ailleurs, le manque de confiance en une planification de reconstruction externe, dans la mesure où les interviewés conçoivent les décisions des acteurs influents comme aléatoires et changeantes. Le même postulat est défendu par Hervé Hutin, qui soutient que l'expression même d'une « communauté internationale » est à relativiser, en ce sens qu'elle prête à confusion. Elle laisserait, selon l'économiste, penser « qu'il y a unicité de décision (...) et, par conséquent, cohérence de l'action de celle-ci »¹⁵, ce qui est faux dans la mesure où les coalitions « changent en fonction des circonstances et d'une combinaison d'intérêts »¹⁶.

La Syrie ne fait pas exception à ces inconstances et inversions. Ceci s'est manifesté par les choix et les actions qui sont, soit restés limités et circonscrits à « la sécurité et à la lutte contre le terrorisme »,

11. Extrait de l'entretien avec Othman (Responsable de coordination syrien) à Gaziantep, réalisé le 26 septembre 2019

12. Christopher Phillips, Op.Cit. p.105

13. Extrait de l'entretien avec Mansour (Syrien, membre d'une ONG internationale), réalisé à Gaziantep, le 25 septembre 2019.

14. Extrait de l'entretien avec Hassan Abbas (Fondateur et directeur de l'ONG Ligue citoyenne et enseignant chercheur à l'AUB), réalisé à Beirut, le 4 juillet 2019

15. Hervé Hutin, « Efficacité des programmes de reconstruction dans les sociétés post-confliktuelles », Thèse- doctorale de l'Université de Grenoble, soutenue en 2012, p.20

16. Ibid, p.21

dans le cas des acteurs occidentaux, soit ont suivi des parcours incertains et, parfois même, opposés, guidés par les acteurs régionaux et locaux¹⁷. Ainsi, ne partageant point un consensus sur les moteurs du conflit et sur ce qui doit être fait pour le résoudre, ces acteurs décuplent les occasions qui favorisent la perpétuation des confrontations. La fondatrice de Mobaderoon dénonce, dans ce sens, qu'il est aujourd'hui primordial de :

« Reconnaître que le conflit syrien n'est plus un conflit national mais international entre plusieurs pays, avec de différentes décisions et visions changeantes et non stables. La Turquie à l'Est, parfois ils interviennent, parfois reculent et disent qu'« on veut simplement préserver nos frontières » ; Les Américains qui soutiennent les Kurdes, puis disent « non, ils sont indépendants ». Les Russes qui soutiennent le régime et, puis, disent « on ne veut pas bombarder Idlib ». »¹⁸

Les Syriens craignent que ces interventions du temps de guerre persistent à l'avenir. Deux raisons essentielles expliquent le fait que ce sentiment est très fort chez nos enquêtés. La première est relative à ce qui est perçu et rapporté au niveau local concernant l'omniprésence des forces externes sur le terrain. Aujourd'hui, la Syrie est dite « divisée en zones d'influence de la Turquie, de la Russie (...) qui ont leur police et gouvernement au Nord, à Alep, à Homs et à l'Attaquié. C'est une « violation de la souveraineté », considère Othman. La seconde raison renvoie à l'expérience antérieure des pays voisins sortant de conflit et de l'invasion qu'ils ont subis. À plusieurs occasions, l'exemple de l'Irak est évoqué, faisant référence à l'invasion américaine. Ce point a été soulevé en réponse à la dernière question posée lors des entretiens, relative aux appréhensions des enquêtés concernant le devenir de la Syrie. À cette question, Yaman a répondu : « Nous serons un peu comme l'Irak (...) On restera sûrement sous la tutelle de la Russie »¹⁹. Certains vont même jusqu'à dire que l'un des plus gros drames de la guerre consiste en ce que « la Syrie ne soit plus à nous », et que « les Syriens ne soient plus maîtres de la décision » (faisant allusion au processus de reconstruction future). Ceci nous renseigne sur la perception des Syriens de l'intervention étrangère et la méfiance qu'ils éprouvent à son égard. Ces conclusions évoquent, de surcroît, la perte de légitimité des pays occidentaux en tant que « bâtisseurs de paix crédibles »²⁰ aux yeux de nombreux acteurs locaux, activistes et membres de la société civile syrienne.

La méfiance envers l'aide humanitaire

Ce ressentiment est doublé d'une grande suspicion vis-à-vis du système de donations et des bailleurs de fonds. Ces réserves s'expliquent par plusieurs facteurs. La question la plus sensible relevée par nos enquêtés concerne l'engagement des donateurs au profit de régions géographiques spécifiques. C'est-à-dire, en suivant les politiques et les choix d'intervention de guerre de leurs pays respectifs. L'idée, ici, est relative au fait que les donations soient conditionnées par des orientations politiques et dans une logique de fragmentation du territoire syrien. Dans ce contexte, Othman, comme Fatine, nous

17. Steven Heydemann and Luigi Narbone, « A changing landscape of post-conflict reconstruction : Some lessons for policy-makers » dans *Fractured Stability : War economies and reconstruction in the MENA*, European University Institute - Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2019, p.85-86

18. Extrait de l'entretien avec Ghalia (fondatrice de l'ONG Mobaderoon), réalisé à Beirut, le 18 juillet 2019

19. Extrait de l'entretien avec Yaman (Fondateur de l'ONG Hamzat Wasl), réalisé à Beirut, le 8 août 2019

20. Achim Wennmann, « Reconstructing Syria, Reinventing peacebuilding ? » dans *Fractured Stability : War economies and reconstruction in the MENA*, European University Institute - Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2019, p.25-26

expliquent que le grand défi, aujourd'hui, c'est de dépasser cette politisation des financements des donateurs qui choisissent de subventionner une organisation locale en fonction de la zone syrienne où elle est établie.

« Parce que cette zone est gouvernée par la faction terroriste x, on ne peut pas entrer. (...) Ici en Turquie, si une zone est gouvernée par des kurdes, on ne peut plus y avoir accès. Ou, si la Turquie est entrain de gouverner certaines zones en Syrie, l'Europe ne veut plus aider dans ces zones. Et finalement, ce sont les populations qui payent le prix de cette sensibilité politique »²¹

« Il y a une orientation générale de la part des donateurs qui politisent les aides selon qu'il s'agit de zones sous contrôle du régime ou de l'opposition. Les financements sont faits de manière à diviser davantage les Syriens. Regardez l'exemple du travail des donateurs au Nord : Ils empêchaient la communication entre les municipalités locales. Si la municipalité d'Idlib voulait communiquer avec celle d'Alep, celles-ci devaient aller à Gaziantep en Turquie. Ceci exacerbe les fragmentations sociales »²²

Les divisions sociales ont été accentuées par cette politisation, ce qui risque de poser plusieurs défis pour les efforts allant dans le sens de la cohésion sociale et de la réconciliation entre les Syriens. Le problème majeur, maintenant, est celui posé par les donateurs et les conditions qu'ils imposent aux organisations qu'ils subventionnent. Celles-ci se trouvent, dès lors, conditionnées dans leurs actions, ce qui fait que leur neutralité et supposée impartialité soient largement heurtées.

L'annonce de la fin de la « paix libérale »

Les dysfonctionnements que nous venons de rappeler, liés à l'implication de plusieurs protagonistes dans les nouveaux contextes conflictuels, sont à considérer comme la cause des échecs récurrents que connaît la résolution des nouvelles guerres. La raison de ces échecs trouve son origine profonde dans le désintérêt accordé à la prise en compte des nouvelles dynamiques et complexités introduites par l'ordre multipolaire nouveau. Ces contextes généreraient, ainsi, des défis proprement « morbides » qui bloqueraient les processus et les efforts de consolidation de la paix, dans la mesure où les solutions sont cherchées dans les « vieilles » approches et le « business habituel » des ordres et des guerres dites anciennes.

La même idée est défendue par Achim Wennmann, dans son article « Reconstructing Syria, Reinventing Peacebuilding ? ». S'appuyant sur les derniers événements en Libye et en Syrie qui ont vu un intérêt grandissant d'une multitude d'acteurs régionaux à façonner les réalités post-conflictuelles, il considère que l'ère « libérale » est révolue²³. Si au cours des trois dernières décennies, la pratique internationale de consolidation de la paix a été dominée par les puissances occidentales - notamment par le contrôle des « flux de financement », par l'arbitrage de « la façon dont les États et les économies devaient être reconstruits », par la protection de « la légitimité internationale »

21. Extrait de l'entretien avec Othman (Responsable de coordination), réalisé à Gaziantep, le 26 septembre 2019

22. Extrait de l'entretien avec Fatine (Responsable de projet dans une ONG locale), réalisé à Beirut, le 16 août 2019

23; Achim Wennmann, "Reinventing Peace in Syria", The Cairo review of global affairs, été 2019, p.3

qui permettait de « définir les conditions selon lesquelles les États sortant d'un conflit pourraient avoir accès à des ressources essentielles » - ce temps, appelé communément de « paix libérale », est supposé avoir expiré²⁴. Des États, comme la Turquie, la Russie, la Chine, ou, encore, les pays du Golfe, concurrenceraient, aujourd'hui, les institutions occidentales dans la région MENA, devenue l'arène de « visions concurrentes de la reconstruction post-guerre »²⁵. Ceci explique le revirement vers des projets visant le court terme, comme ceux de « résilience » ou de « stabilisation ». Comme l'affirme le politologue suisse, le projet libéral devient de plus en plus dysfonctionnel, en ceci qu'il a été dépassé par les politiques de stabilisation et de lutte contre le terrorisme « au moins depuis le milieu des années 2000 », lorsque la « guerre contre le terrorisme » est devenue le cadre politique prédominant²⁶.

De tels développements illustrent que la transformation vers un ordre multipolaire annonce une période de « turbulences », qui aura inévitablement des conséquences « morbides ». Ces retombées soulèvent, de plus, plusieurs questions en rapport avec le processus de résolution de conflits, non seulement dans le contexte de la Syrie mais, aussi, de la Libye et du Yémen. Des « nouvelles guerres », en somme. Ces symptômes poussent, par ailleurs, à tirer la « sonnette d'alarme » pour exprimer le besoin de repenser, aujourd'hui, le processus de reconstruction dans ce contexte émergent. Il faut, dès lors, saisir l'importance de considérer les changements instaurés par ce nouvel ordre mondial et régional, ainsi que le devoir de penser ces transformations et d'approfondir la réflexion autour des retombées et des implications sur le plan pratique. C'est la raison pour laquelle, nous allons nous intéresser, dans la seconde partie, à l'un des défis les plus décisifs : les implications internes.

Partie 2. Entre fragilité et férocité de l'état syrien : les limites de l'orthodoxie libérale dans la résolution des conflits

L'une des caractéristiques des sociétés sortant de conflit est le sentiment d'insécurité qui caractérise tout contexte de guerre civile et de la période qui lui succède. C'est dans ce contexte précis qu'apparaît plus nettement l'importance de la sécurité, qui rend nécessaire son étude. Dans la littérature, ce sentiment d'insécurité se rattacherait à la notion de « fragilité de l'État » qui serait au cœur des problèmes au lendemain d'un contexte secoué par la guerre (Paris, 2004 ; Roberts, 2011 ; Edwards, 2010). Car, désigner un État de « fragile », de faible ou encore de « failli », c'est remettre en cause son monopole de légitimité²⁷, sa capacité à délivrer les services publics²⁸, sa souveraineté ou, encore, son autorité politique devant imposer les règles et le système de taxation²⁹. Dès lors qu'un État est dans l'incapacité d'affirmer son autorité, il est dit entrer dans une situation de faillibilité et de précarité. La question qui se pose à nous, à présent, est de savoir si la Syrie est aujourd'hui un État fragile.

Pour répondre à cette question, il semble nécessaire, tout d'abord, de définir ce que l'on entend par « État fragile ». Notons, cependant, que les définitions et les théories accordées à cette notion sont nombreuses et très contestées dans la sphère académique en raison de la grande « versatilité » qui la caractérise. C'est pourquoi, l'on reposera, en premier lieu, sur les définitions et théories - les plus

24. Steven Heydemann et Luigi Narbone, Op.Cit. p.85

25. Ibid, p.86

26. Achim Wennmann, « Reconstructing Syria, Reinventing peacebuilding ? », Op.cit. p.24

27. Max Weber, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1904-1905), Librairie Plon, Paris, 1964, p.155

28. Robert Rotberg, Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators Brookings Institution Press, 2003, p.2

29. Daniel Lambach, Oligopolies of violence in post-conflict societies, GIGA working paper series, Hamburg, 2007, p.33

répandues au niveau universitaire et international - autour du concept. Par la suite, nous essayerons de discuter des limites que présentent ces conjonctures et assomptions défendues en littérature, et consacrées à la fragilité étatique. Le but étant de voir ce que cela implique au vu des programmes de reconstruction futurs.

L'héritage de la guerre : insécurité et économie de violence

Selon la définition de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) et du Comité de la Coopération internationale et du Développement, la fragilité par laquelle l'on qualifie un État est associée à une situation où les instances étatiques, au lendemain de la guerre, « n'ont pas la volonté et/ou la capacité d'assumer des fonctions essentielles »³⁰, notamment d'assurer le contrôle du territoire, de garantir l'État de droit et la bonne gouvernance, de fournir aux populations des services sociaux de base, et de soutenir l'ordre et la stabilité intérieure comme extérieure³¹.

Il est vrai que les joutes intellectuelles autour de ces définitions ont été nombreuses. Ceci en raison de la prise en compte des complexités et des spécificités de chaque contexte conflictuel. D'où l'importance, pour nous, désormais, de tenter de confronter ces définitions et les questionnements qu'elles relèvent aux réalités et défis en jeu au niveau local. C'est bien l'exercice auquel nous allons nous prêter dans la présente partie. Maintenant, pour reprendre la question de départ : Sommes-nous en présence d'un État fragile dans le cas syrien ? Un intellectuel syrien interviewé répond par l'affirmative.

« La Syrie est, aujourd'hui, un pays qui vit sur les principes de guerre, (...) L'État n'existe pas. C'est un État de façade. En réalité, même le ministre de l'Intérieur ne peut commander un leader dans un petit village parce qu'il a sa force et son autorité avec laquelle il a acquis sa position sociale et il ne veut pas l'abandonner pour une circulaire ou une loi qui vient de Damas. Ça, c'est, avant tout, la présence des armes. »³²

Ces propos rejoignent ce que nous pouvons lire dans la littérature consacrée à la fragilité des institutions étatiques. Laquelle, souligne qu'à mesure qu'un État perd son habilité à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire, les citoyens se voient obligés de combler le vide de souveraineté et de gouvernance via les groupes locaux, les autorités religieuses, les tribus et les clans. L'ex-président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, considère que le déplacement de la gouvernance peut, dans de telles circonstances hostiles, s'étendre également aux chefs de guerre, aux organisations terroristes liées à des réseaux militaires locaux ou régionaux³³. Ce fût le cas, justement, en Syrie où, après l'« échec » supposé de l'État pendant la guerre, les citoyens de nombreuses régions se sont tournés vers des institutions traditionnelles informelles, tels que la famille, le clan ou, encore, les affiliations ethniques et religieuses pour la protection et le soutien³⁴. En Syrie, les structures les plus importantes ont été, comme le relève Rana Khalaf, les conseils locaux, les institutions de la charia,

30. CAD, Principes pour l'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires, Paris, OCDE, avril 2009.

31. Comité de la Coopération internationale et du Développement, Position de la France sur les États fragiles et les situations de fragilité, Paris, MAEE/DGCID, septembre 2007

32. Extrait de l'entretien avec Hassan Abbas (fondateur et directeur de la Ligue citoyenne), réalisé à Beirut, le 4 juillet 2019.

33. Robert Zoellick, « Fragile States: Securing Development. Survival », Global Politics and Strategy, Vol 50, 2008, p. 67-84

34. Tiré du rapport de Syrian Center for Policy Research, The Syrian Catastrophe : Socioeconomic Monitoring Report First Quarterly Report, Janvier– Mars 2013), Damas, UNRWA.

l'Armée syrienne libre, le Front de libération islamique syrien, les groupes djihadistes Jabhat al Nusra et l'«État islamique»³⁵. Leur travail allait de la distribution des services publics, au rétablissement de l'ordre mais, également, et, surtout, à l'imposition du respecter de leurs « propres politiques et législations »³⁶.

Aussi, la faiblesse de l'État et l'effondrement de l'économie formelle ont entraîné une perte massive d'emplois, avec une forte poussée des activités informelles et illicites dont : la corruption, l'extorsion de rançons, la traite d'êtres humains, le pillage, le commerce des armes³⁷. Comme le souligne Mats Berdal, les contextes conflictuels - régis par un fort taux de violence et d'insécurité - encouragent « la recherche de solutions alternatives, comme le crime organisé, le militantisme et autres formes d'auto-gouvernance et de justice populaire »³⁸. C'est ce qui explique l'insistance de l'enquêteur Hassan Abbas sur le motif des armes. Il n'est pourtant pas le seul, et ce postulat, défendu en théorie par Berdal, peut être reflété par la réalité rapportée par nos enquêteurs. Shadi, ancien éditeur, nous fait une description intéressante de la situation locale.

« Maintenant, il y a de réelles difficultés et inquiétudes à l'intérieur (...) Il y a encore énormément d'armes, de bataillons, de meurtres, de pouvoirs, de corruption, de drogue ... Il y a toujours les tirs, la criminalité, le kidnapping (...) Il y a cet éloignement géographique, tu sens que chaque région est devenue isolée et coupée du reste. Ceci est accentué par la faiblesse de l'État et de son contrôle (...) La situation économique et sociale est également des plus dangereuses. »³⁹

Ainsi, cette description des environnements post-conflictuels, représentés comme « anarchiques », s'approche des définitions relevées plus haut. Elle réfère, en outre, au problème central de la violence. En effet, comme l'Irak, à la suite de l'invasion en 2003, ou encore El Salvador et le Guatemala, sortant de la guerre civile, respectivement en 1992 et 1996, la Syrie, inscrite dans cette phase de post-conflit, expérimente le même degré de violence sociale, politique et criminelle. Dans son œuvre, Mats Berdal relève également l'exemple du Mozambique qui - ayant conclu des accords de paix en 1992 et en 2003 - a vu surgir une vague de violence et de crimes à Maputo et Monrovia⁴⁰. L'auteur relève un contraste avec le cas de la Sierra Leone où il dénote que le degré de violence y a été moins fort. Cependant, il révèle, plus loin, que malgré la régression relative de la violence dans certains exemples, comme la Sierra Leone ou dans une certaine mesure, la Bosnie, les crimes et les meurtres entre les citoyens perduraient. Il conclut, ainsi, que toutes les sociétés « souffrent, à des degrés divers, du phénomène de la violence résiduelle dans la phase post-conflictuelle »⁴¹. Avec l'entrée de la Syrie dans ce contexte d'après-guerre, l'on voit bien que la composante de la sécurité se révèle être l'un des défis les plus importants que doit prendre en compte tout programme de reconstruction.

Le « facteur de sécurité, l'accès et la protection des partenaires qui travaillent là-bas »⁴² reflètent, également, des priorités pour ceux investis dans le travail humanitaire ou d'urgence (notamment dans

35. Rana Khalaf, « Governance without Government in Syria: Civil Society and State Building during Conflict », dans *Semblance of Order: Institutional Layers of the Syrian Uprising*, Syria Studies, Vol 7 No 3, 2015, p.38

36. Rana Khalaf, Op.Cit. (2015), p.46

37. Tiré du rapport de Syrian Center for Policy Research, Op.Cit. (2013).

38. Mats Berdal, *Building peace after war*, Routledge, New York, 2009, p.51

39. Extrait de l'entretien avec Shadi (fondateur et directeur de l'ONG Noun), réalisé à Aliyeh, le 15 juillet 2019

40. Mats Berdal, Op.Cit. p.49

41. Idem, p.50

42. Tiré de l'entretien avec Shadi, à Aliyeh, le 15 juillet 2019

le cadre des ONG internationales, locales ou de la société civile). Comme l'explique Ghalia, le travail des ONG n'est souvent « pas désiré par les parties au conflit, et est parfois sous menace. Il peut y avoir des détentions et des interrogatoires »⁴³. Pour cette raison, plusieurs partenaires locaux choisissent de « faire profil bas et ne communiquent pas leurs vrais noms »,⁴⁴ car il y a, justement, cette question d'insécurité et de peur. Interrogés à ce sujet, plusieurs de nos enquêtés ont révélé que ce critère n'est pas spécifique aux zones régies par le régime, mais s'étend également aux zones sous contrôle de l'opposition ou, encore, Idlib, gouvernée pour la majeure partie par les bataillons armés.

Ces groupes armés non étatiques que l'on qualifie, également, de bataillons armés, représentent à, eux seuls, un obstacle incontournable, entravant l'instauration de la sécurité et la paix internes. Pour comprendre cette question, nous utiliserons la théorie « Greed vs Grievances » de Paul Collier concernant les économies de violence. L'économiste affirme que l'une des raisons de la prolongation des conflits est relative à la prédation et l'avidité des groupes rebelles, criminels et extrémistes⁴⁵. Lesquels groupes sont considérés par l'auteur comme ayant un motif plus important que la rébellion, en ce sens qu'au-delà du bien commun, ils ont un intérêt qui leur est propre : l'accès aux ressources comme moyen de renforcer leur contrôle sur certaines zones. Ces groupes rebelles comptent dans leurs rangs, généralement, tantôt des soldats démobilisés, tantôt des chefs de milices, des seigneurs de guerre, des contrebandiers, etc. Pour revenir au contexte syrien, Mohamed Barou qualifie ces groupes ou « bataillons » de regroupements de personnes qui disposent d'un soutien financier des acteurs régionaux et qui prennent « le contrôle d'une zone et imposent leur pouvoir, puis constituent un commerce et fixent des tarifs à des services qu'ils proposent »⁴⁶. Mathilda, responsable du dossier sur la Syrie au sein d'une ONG internationale, donne un exemple pertinent de la façon dont s'opère généralement cette imposition : « Prenons le secteur de l'eau. Tu as des citernes privatisées par ces groupes. Il y a une corruption forcée et le gouvernement permet cette distribution. Même chose pour l'électricité »⁴⁷, ajoute-t-elle.

Plusieurs groupements et « élites locales » sont supposés avoir saisi l'opportunité de la guerre, du marché noir ou, encore, du trafic d'armes. Parfois même, pour reprendre le témoignage de Pauline Khoury : « C'était juste faire transiter du blé entre une zone sous contrôle de l'organisation de l'État islamique et une autre sous contrôle du gouvernement, ce qui leur a permis [lesdits groupes] de gagner énormément d'argent en un temps record et, surtout, de se positionner au niveau local en tant que personnes très influentes »⁴⁸. C'est dans ce sens qu'Hervé Hutin considère ces groupes « rebelles » comme des « victimes de la paix »⁴⁹. Car, ayant grandement profité du contexte de la guerre, ces groupes ont grand intérêt à perpétuer l'état d'insécurité dans le pays. Ayant obtenu, par le passé, le contrôle de ressources clés, ils ne se voient pas aujourd'hui abandonner leurs gains et ne visent nullement à restaurer une quelconque gouvernance officielle du marché. Au contraire, ces groupes s'efforcent de réprimer les efforts de redressement des ONG, internationales et locales. Ils cherchent, comme l'avance Rana Khalaf, à « perpétuer la violence et à entraver tout accord de paix pour maintenir les gains économiques et politiques qu'ils ont accumulés »⁵⁰.

43. Extrait de l'entretien avec Ghalia (fondatrice de l'ONG Mobaderoon), réalisé à Broumanna, le 18 juillet 2019

44. Extrait de l'entretien avec Rayhan (Libanaise, responsable des dons auprès d'un donateur privé), réalisé à Beirut, le 3 juillet 2019

45. Paul Collier, *Wars, Guns and Votes : Democracy in Dangerous Places*, Harper Collins, New York, 2009, p.107

46. Extrait de l'entretien avec Mohamed Barou (directeur de l'ONG Sada), réalisé à Istanbul, le 5 septembre 2019

47. Extrait de l'entretien avec Mathilda, (Responsable de programmes), réalisé à Beirut, le 19 juillet 2019

48. Tiré de l'interview accordée par Éric Bataillon, avec Pauline Khoury, publié dans les Voix du monde, décembre 2018

49. Hervé Hutin, *Op.Cit.* p.208

50. Rana Khalaf, *Op.Cit.* (2015), p.48

Au cours d'un entretien réalisé à Istanbul, Alaadine Zayat déclare avoir étudié de près ces économies de violence qui, selon lui, se sont étendues à des secteurs et des sphères bien loin du cercle fermé des groupes rebelles ou des réseaux criminels. Selon cet enquêté, cette économie régit l'ensemble des acteurs et a atteint la sphère administrative, celle de la société civile, du secteur privé et des donateurs. En fin de compte, l'activiste conclut qu'il n'y a, aujourd'hui, en Syrie, point d'économie « sans cercle de violence »⁵¹. Il insiste sur le fait que ceci ne régit pas uniquement les zones sous contrôle du régime, mais également des zones contrôlées par l'opposition où « il n'y a ni travail, ni économie et, par conséquent, les gens sont obligés d'intégrer les bataillons armés ou les ONG »⁵². Ceci renvoie à un autre défi à considérer : celui de la contamination de plusieurs ONG par cette atmosphère « corrompue » et ces économies de violence. Il importe, en effet, de préciser que selon plusieurs témoignages, la corruption a aussi gagné les rangs de plusieurs organisations locales. Ce phénomène de corruption remonte, en Syrie, à bien avant les années de guerre. Cependant, le phénomène a pris de l'ampleur au lendemain de la révolte et du conflit. L'expert international, Bassel Kaghadou, relève que la corruption est, aujourd'hui, « au-dessus de la loi »⁵³. Leila, elle, déclare que les gens ne font plus la « différence entre le gouvernement, les organisations et les mafias, car ils sont tous liés et corrompus »⁵⁴.

Enfin, les programmes de reconstruction futurs sont invités à se pencher sur l'étude de ces défis pour aborder, ensuite, la question de comment résoudre ces questions et y faire face. Dès lors, il est légitime de s'interroger sur la façon dont on pourra redresser la situation de violence, de l'insécurité et des économies de violence. Pour l'ensemble des personnes interrogées, la solution consisterait à faire en sorte que les bénéficiaires de ces économies de violence ainsi que tout le cercle sur lequel ils exercent leur influence, puissent prendre part aux efforts allant dans le sens de la reconstruction et du redressement.

« Le jeune homme qui a survécu ces huit dernières années en attendant sur le bord de la route le char qui lui versera 100 dollars pour survivre durant le mois suivant. Celui-là, je ne peux pas juste lui dire : « Arrêtez de faire ça ». Il faut que je le place dans une usine, lui propose un emploi. Je dois le réhabiliter. »⁵⁵

« Ces réseaux qui se sont créés en période de guerre, tu dois travailler avec eux pour qu'ils acceptent l'idée d'investir dans la paix plutôt que dans les armes (...) si tu ne les démantèles pas en te basant sur leurs intérêts, tu n'auras rien. »⁵⁶

L'obtention de la sécurité et de la paix est comprise comme devant se faire de façon transitoire, à travers un long travail de négociation entre toutes les autorités impliquées. Ceci dans le but d'éviter de réveiller les frustrations territoriales et les risques d'un retour à la violence à l'avenir. En contraste avec cet approfondissement de l'aspect sécuritaire lié au problème des « États fragiles », il sera question, à présent, de relever les limites de ce concept.

51. Extrait de l'entretien avec Alaadine Zayat (directeur de la coalition de la société civile), réalisé à Istanbul, le 11 septembre 2019

52. Idem

53. Tiré de l'entretien avec Bassel Kaghadou (expert international et responsable des programmes à la Ligue citoyenne), réalisé à Beirut, le 25 juillet 2019

54. Extrait de l'entretien avec Leila (membre d'une ONG locale), réalisé à Beirut, le 14 août 2019

55. Idem

56. Extrait de l'entretien avec Fatine (responsable de projet dans une ONG locale), réalisé à Beirut, le 16 août 2019

De l'état féroce et de la « continuité »

Dans un article intitulé « Beyond fragility : Syria and the challenges of reconstruction in fierce states », Steven Heydemann juge crucial de revisiter les modèles de reconstruction et de rompre avec les théories et approches passées de la résolution des conflits. L'écueil réside, selon le politologue, dans le fait que l'ensemble des programmes de reconstruction appliqués sont basés sur une hypothèse erronée qui considère la fragilité de l'État comme point de départ. L'auteur explique cette hypothèse sous forme d'une chaîne de causalités, qu'il présente comme suit : Le conflit détruirait les institutions étatiques d'avant-guerre et ferait s'écarter, ainsi, du fonctionnement supposé d'un État régalien (qui fait respecter les droits ainsi que les normes présomptives de bonne gouvernance, de responsabilité et de participation sociale). Cet affaiblissement ou destruction des institutions d'avant-guerre ouvrirait, alors, la voie au désir de reconstruire et de transformer les sociétés conflictuelles, en atténuant les conditions associées à la fragilité. Ceci pousserait, en conséquence, à renforcer les circonscriptions locales favorables à la réforme institutionnelle pour sortir des économies de guerre et retourner à l'État responsable qui sera à même de créer de nouveaux contrats sociaux, et de nouveaux règlements politiques efficaces et inclusifs⁵⁷. Cette hypothèse expliquerait, ainsi, comment les pays sortant de guerre dépassent l'écueil de la fragilité et de la violence. Elle est devenue, au fil du temps, le « traitement libéral standard »⁵⁸ des programmes de reconstruction post-conflit qui priorisent, encore aujourd'hui, la réforme institutionnelle, en ceci qu'elle augmenterait les chances de passer d'un ordre politique et économique fondé en guerre, à un système social inclusif et participatif⁵⁹.

Cependant, ce que ce modèle néglige, ce sont les États « autoritaires », à l'image de ceux présents au Moyen-Orient. En reprenant l'exemple de la Syrie, Steven Heydemann affirme qu'il serait plus opportun de qualifier l'État syrien de « féroce » plutôt que de « fragile », dans le sens où le conflit « n'a pas provoqué l'effondrement des cadres de gouvernance économique d'avant-guerre »⁶⁰. Au contraire, il y aurait eu une « continuité » avec l'ordre précédant la guerre qui, lui-même, présente une rupture avec les hypothèses et attributs admis dans la littérature. Dans la mesure où, s'agissant d'États autoritaires, nous parlons conjointement d'institutions étatiques où régnaient, bien avant la guerre, des normes et pratiques « prédatrices, corrompues et exclusives »⁶¹. Celles-ci auraient simplement persisté avec l'avènement de la guerre. Pour illustrer ce propos, la continuité s'est manifestée, dans le contexte syrien, à travers plusieurs dimensions dont : la prolifération des mécanismes informels de gouvernance économique ; la culture d'impunité pour les acteurs économiques privilégiés ; les formes d'extraction prédatrices et coercitives des ressources ; les frontières poreuses entre les pratiques licites et illicites ; les structures décentralisées d'autorité économique dans lesquelles des fonctions étatiques sont déléguées à des agents non étatiques (ex : les réseaux loyalistes nommés de « Shabiha ») ...⁶²

Ainsi, donc, toutes ces caractéristiques d'avant-guerre se sont avérées hautement transférables aux ordres économiques du temps de guerre, et même d'après-guerre. Cette continuité pose un défi majeur qui renvoie aux limites des conceptions autour de la fragilité des États et les risques que cela suppose en termes de modèles de reconstruction post-conflit. En effet, les implications de cette notion de

57. Steven Heydemann, « No exit: Conflict, economic governance, and post-conflict reconstruction in fierce states », dans *Fractured Stability : War economies and reconstruction in the MENA*, European University Institute - Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2019, p.15

58. Ibid, p.19

59. Roland Paris, *At War's End: Building Peace after Civil Conflict*. New York, Cambridge University Press, 2004

60. Steven Heydemann, Op.Cit. p.20

61. Ibid, p.21

62. Ibid, p.17

« continuité » peuvent s'avérer des plus problématiques dans la mesure où, dans le cas des États dits féroces, le « traitement de reconstruction standard » semble largement impuissant. Pour ces États, sortir d'un conflit ne signifie nullement entreprendre un processus de réformes économiques visant à faire évoluer une économie politique vers un contrat social inclusif et responsable. Si nous prenons le cas de la Syrie, nous assistons, plutôt, à une « reconstitution de l'autoritarisme », selon Joseph Daher, où le régime a tenté, au lendemain du conflit, de réaffirmer sa propre autorité en reproduisant les stratégies économiques, les normes et les pratiques d'avant-guerre. Dans ce sens, Daher avance que la fin de la violence n'est pas comprise comme une opportunité de réforme, mais bien comme une chance de « renforcer la nature patrimoniale et despotique du régime »⁶³. Ce dernier se serait déployé à réaffirmer son contrôle, en récompensant son réseau de loyalistes, et punissant les tenants de l'opposition ; en renforçant les inégalités et l'injustice à travers un arsenal juridique (à l'instar des lois 66, 10, 63 et 19), des punitions généralisées et d'autres mesures d'austérité. Ainsi, la « continuité » se caractérise à travers le processus par lequel le régime syrien poursuit le « rétablissement de sa propre vision autoritaire de la normalité »⁶⁴. Par conséquent, renforcer les institutions - au travers d'un plan de reconstruction dans les États féroces - est synonyme de renforcement de la prédation de ces régimes corrompus et autoritaires qui « placent leur survie au-dessus de tout »⁶⁵, au détriment des populations civiles.

Enfin, et au vu de ce qui précède, il est important, voire primordial, de souligner que cette idée de « continuité » défendue par Heydemann, n'omet en rien l'héritage et les retombées propres au conflit, qui comprennent, bien entendu, la fragilisation des institutions étatiques (dont les défis de l'insécurité et des économies de violence, étudiés précédemment). L'idée de continuité souligne simplement le fait que les défis rapportés aujourd'hui ne sont point exclusivement des retombées de la guerre. Bien des troubles, considérés dans la littérature comme étant des résultats des conflits, étaient présents en Syrie bien avant la guerre et ont été amplifiés par le chaos né de celle-ci. Il est important, également, de noter, à ce stade, qu'il n'y a pas eu, en Syrie, d'effondrement total des institutions. Il y a eu ce qu'on peut qualifier de « décalage » en rapport à certaines zones et certaines régions. En effet, dans certains cas, l'autorité de l'État syrien a été complètement déçue, soit en raison de la prise du contrôle par les bataillons armés, l'opposition, ou l'« État islamique ». En contraste, nous avons d'autres régions où le pouvoir s'est maintenu tout le long de la guerre, comme à Damas ou à l'Attaquié. Ainsi, la faiblesse étatique a été ressentie dans certaines régions plus que d'autres. Cela ne peut justifier, cependant, de représenter l'État syrien comme État faible ou failli. Car, en Syrie, nous n'assistons pas à un « échec étatique » dans le sens de la définition relevée plus haut. Ce que l'on peut considérer comme « échec » est parfois compris, au niveau local, comme une volonté réfléchie de l'État à ne pas réformer tel ou tel secteur, ou encourager le développement dans telle ou telle zone. Comme vu précédemment, le régime utilise les mêmes méthodes de patronage et de favoritisme d'avant-guerre pour se renforcer. Sa victoire auto-proclamée au lendemain de la guerre a fait que la férocité se propage sur les territoires nouvellement reconquis. Il ne laisse entrevoir, par conséquent, aucun désir réel de réformes ou de changements, et se déploie à l'aggravation de la situation, déjà très fragile, héritée de la guerre.

63. Joseph Daher, « Syria: What kind of reconstruction process? », dans *Fractured Stability : War economies and reconstruction in the MENA*, European University Institute - Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2019, p.9

64. Steven Heydemann, Op.Cit. p.17

65. Ibid, p.20

Conclusion

En guise de conclusion, nous comprenons que l'intérêt de cet article est centré sur l'impératif de « redessiner un nouveau processus de paix »⁶⁶. De nouveaux plans de reconstruction doivent éclore : des plans, qui tiennent compte des réalités et défis en jeu et qui ne sont pas uniquement basés sur les appréhensions anciennes et viciées de la « paix libérale ». Le cas de la Syrie, où aucun règlement global n'a été atteint, et où les causes profondes ne sont pas encore traitées, exige de réfléchir à des traitements alternatifs. En effet, les nouvelles guerres inscrites dans cet environnement émergent imposant, de ce fait, de « repenser le sens de la paix »⁶⁷ et la manière intermittente de le consolider.

Il est vrai que les défis sont de taille. Néanmoins, plusieurs possibilités restent encore à explorer pour ré-imaginer les pratiques de consolidation de la paix. L'une des approches qui peut, aujourd'hui, s'avérer pertinente est celle centrée sur les acteurs locaux. Comme vu lors de notre terrain, un grand nombre d'acteurs syriens sont investis, aujourd'hui, dans la phase dite de « pré-reconstruction ». En effet, nous parlons de toute une société civile syrienne qui a émergé dans les pays voisins et à l'intérieur du territoire syrien, constituée d'un large éventail de formations et de spécialités (la recherche, l'éducation, la formation, le consulting, le journalisme, le droit, l'aide d'urgence et humanitaire ...). Ces acteurs tentent, tant bien que mal, de trouver de nouvelles pistes et de présenter « des choix alternatifs à ceux proposés par des experts étrangers et qui sont non adaptés à la Syrie, et des alternatives aux politiques locales du gouvernement syrien »⁶⁸. En prêtant, ainsi, attention aux groupes locaux (comme ceux de la société civile et des ONG locales), et en questionnant la façon dont ils tentent d'établir un espace de paix et de transformer les normes sociales héritées du temps de guerre, nous pouvons concevoir de nouvelles façons de faire. Ceci permettra, notamment, de développer de nouveaux indicateurs de la « paix » ; d'identifier de nouveaux agents et de nouveaux espaces pour la consolidation de la paix ; de réinventer un processus de reconstruction « polycentrique » à des niveaux micro, permettant d'accéder à des espaces différents ; d'être en mesure de voir comment les gens ordinaires luttent quotidiennement contre la violence à travers des normes et des pratiques sociales, souvent implicites, intégrées et tacites.

Cette approche, élaborée par Roger Mac Ginty, qui la baptisera « Everyday peace » (paix de tous les jours), n'est en soi qu'un premier pas vers un nouveau modèle de résolution des « nouvelles guerres », devant voir le jour. Néanmoins, si cette approche est véritablement soutenue et dressée de façon effective, elle peut devenir le tournant qui marquera une nouvelle ère : Celle où les « constructeurs de la paix » sont soucieux des particularités des sociétés conflictuelles et post-conflictuelles, conscients de la défaillance des normes libérales au temps présent, et sont préoccupés à mettre en place des conditions neuves pour une stabilité durable dans la région MENA et de par le monde.

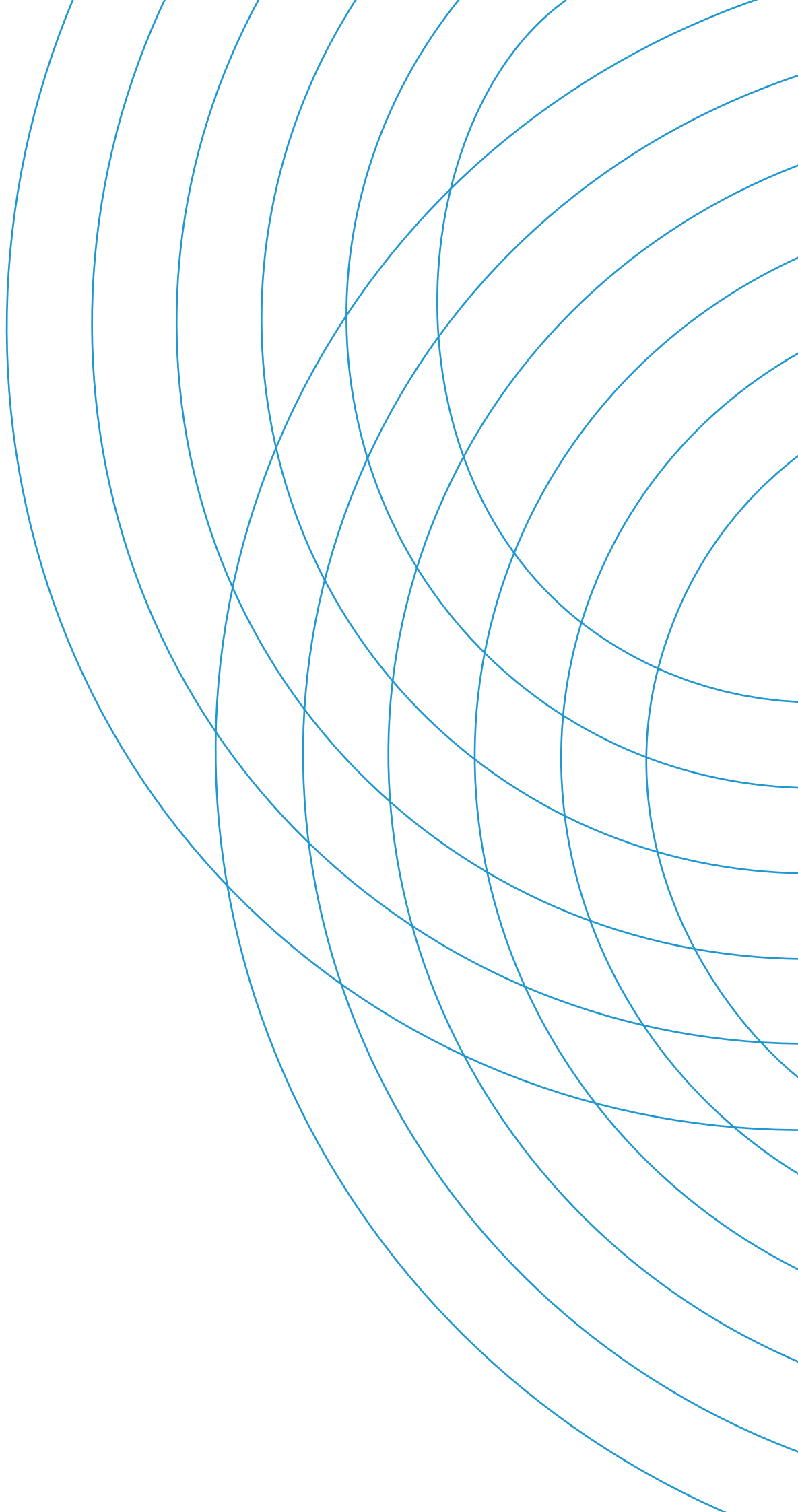
66. Expression tirée de l'entretien avec Ghalia, réalisé à Beirut, le 18 juillet 2019

67. Mary Kaldor, « Peacemaking in an Era of New Wars », Carnegie Europe, publié en octobre 2019

68. Extrait de l'entretien avec Nasser Rabbie, directeur d'un centre de recherche à Beirut, réalisé le 7 août 2019.

Références

- AL Mahmoud, Hamoud. « The War Economy in the Syrian Conflict : The Government's Hands-Off Tactics », Carnegie Middle East Center, December 2015
- Ayissi, Anatole. « Société civile et résolution des conflits en Afrique de l'Ouest », Institut des Nations unies pour la Recherche sur le Désarmement (UNIDIR)
- Berdal, Mats. Building peace after war, Routledge, New York, 2009
- Collier, Paul. Wars, Guns and Votes : Democracy in Dangerous Places, Harper Collins, New York, 2009
- Daher, Joseph. « Beyond Physical Reconstruction : Planning a Stable » in Rebuilding Syria : The Middle East's Next Power Game?, ISPI, Milan, September 2019
- Fractured stability War Economies and Reconstruction in the MENA, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Badia Fiesolana, 2019
- Gramsci, Antonio. Cahiers de prison, Tome I, Cahier 3 (1930), Traduction de Monique Aymard et Françoise Bouillot, Paris, Gallimard, 1996
- Hamre, John J. Sullivan, Gordon R. « Toward Post-conflict Reconstruction », The Washington Quarterly 25, 2002
- Hinnebusch, Raymond A. « State and Civil Society in Syria », Middle East Journal, Vol. 47, No. 2, 1993
- Hutin, Hervé. Efficacité des programmes de reconstruction dans les sociétés post-confliktuelles, Thèse doctorale de l'Université de Grenoble, soutenue en 2012
- Kaldor, Mary. « Peacemaking in an Era of New Wars », Carnegie Europe, octobre 2019
- Khalaf, Rana. « Governance without Government in Syria: Civil Society and State Building during Conflict », dans Semblance of Order: Institutional Layers of the Syrian Uprising, Syria Studies, Vol 7 No 3, 2015
- Lambach, Daniel. Oligopolies of violence in post-conflict societies, GIGA working paper series, Hamburg, 2007
- Mac Ginty, Roger. Williams, Andrew. Conflict and Development, Routledge, New York, 2009
- Miall, Hugh. Emergent conflict and peaceful change, Canterbury, 2006
- Paris, Roland. At War's End: Building Peace after Civil Conflict. New York, Cambridge University Press, 2004
- Phillips, Christopher. The Battle for Syria. International Rivalry in the New Middle East, New Haven: Yale University Press, 2016
- Robert Rotberg, Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators Brookings Institution Press, 2003, p.2
- Snoderly, Dan. « Peace terms : Glossary of terms for conflict management and peacebuilding », Academy for International Conflict Management and Peacebuilding, United States Institute of Peace, Washington DC, 2011
- Syrian Center for Policy Research, The Syrian Catastrophe: Socioeconomic Monitoring Report First Quarterly Report, Damas, UNRWA, Janvier– Mars 2013
- Wennmann, Achim. « Reinventing Peace in Syria », The Cairo review of global affairs, Été 2019
- Zoellick, Robert. « Fragile States: Securing Development. Survival », Global Politics and Strategy, Vol 50, 2008





Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@ocppc.ma

Phone : +212 5 37 27 08 08

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma